

Symposium international de la Banque de France : « Banques centrales, quelle voie suivre »

La crise financière de 2008 a considérablement accru les défis à relever par les banques centrales à travers le monde. Celles-ci ont dû d'abord prévenir l'effondrement des systèmes financiers, puis inventer des politiques adaptées à un enchaînement de circonstances inconnues jusqu'alors, de la crise des subprimes aux blocages des marchés monétaires, de la limite à zéro des taux d'intérêt à la crise de la dette souveraine en zone euro. La Banque de France a organisé un symposium international qui a été l'occasion de revenir sur les enseignements à tirer de la crise pour les banques centrales. Il a rassemblé un large groupe de gouverneurs, d'universitaires et de dirigeants issus du secteur privé et des organisations multilatérales. Les débats ont porté sur la conduite de la politique monétaire en présence de dette publique élevée, des mutations du système financier, de l'interaction entre flux de capitaux globaux et les politiques macroéconomiques locales, ainsi que de l'interaction de ces dernières.

Le Symposium et les interventions : <https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/symposium-international.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 novembre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire [...], nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. Dans le sillage des décisions prises le 2 octobre 2014, nous avons commencé, le mois dernier, à faire l'acquisition d'obligations sécurisées dans le cadre de notre nouveau programme. Bientôt, nous commencerons également à faire l'acquisition de titres adossés à des actifs (asset - backed securities – ABS). Les programmes dureront au moins deux ans. Avec la série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui seront conduites jusqu'en juin 2016, ces achats auront une incidence notable sur notre bilan, qui devrait retrouver les dimensions qu'il affichait début 2012 [...]. Grâce aux mesures qui ont été mises en œuvre, la politique monétaire a réagi aux perspectives de faible inflation, à un essoufflement de l'élan de croissance et à l'atonie persistante de la dynamique de la monnaie et du crédit [...]. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, nos mesures de politique monétaire contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux proches de notre objectif. Toutefois, dans une perspective à plus long terme, et en tenant compte de nouvelles informations et analyses, le Conseil des gouverneurs suivra de près et évaluera constamment le caractère approprié de l'orientation de sa politique monétaire. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Le Conseil des gouverneurs a chargé les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème de veiller à la préparation en temps voulu des nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, devoir être mises en œuvre. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en août 2014, stable comparé à juillet 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % d'août 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en août 2014, niveau le plus bas enregistré depuis février 2012. Le taux d'août 2014 est en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juillet 2014 et à celui de 10,8 % d'août 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en août 2014, 24,642 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 134 000 dans l'UE28 et de 137 000 dans la zone euro. Comparé à août 2013, le chômage a baissé de 1,745 million de personnes dans l'UE28 et de 834 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en juin 2014) et en Espagne (24,4 %).

Actualités législatives

Ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717034&dateTexte=&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-1332:

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717027&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1310 du 31 octobre 2014 relatif aux missions du Haut Conseil de stabilité financière

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029689966&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1190 du 15 octobre 2014 relatif aux modalités de calcul du taux annuel effectif de l'assurance en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029597023&dateTexte=&categorieLien=id>

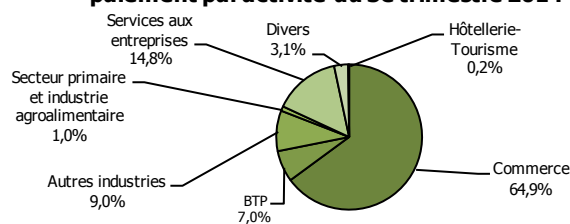
ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Incident de paiement par secteur d'activité : diminution en montant sur un an

Au troisième trimestre 2014, les incidents de paiement par secteur d'activité économique sont en diminution en montant sur un an (-22,2 % à 1,3 millions d'euros).

Dans le détail, on observe une évolution sensible, sur un an, de la répartition des montants des incidents de paiement par activité. Alors que la part du secteur du commerce recule de 6,5 points et celle du BTP de 1,9 point, la part du secteur des services aux entreprises progresse de 9,1 points et celle autres industries (hors industries agroalimentaires) de 1,6 point.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité au 3e trimestre 2014



Source : IEDOM

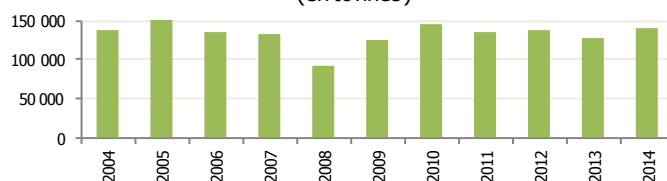
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Banane : hausse des expéditions sur un an

Les expéditions de banane en 2013 sont en hausse et sont supérieures au tonnage de la moyenne quinquennale. Le cumul annuel à fin septembre est de 139 820 tonnes (soit +9,0 % sur un an).

Cette évolution tient tout d'abord à l'absence d'intempéries et singulièrement de tempête tropicale cette année en Martinique. En effet, les fortes pluies, des régimes de vents prononcés et enfin la tempête Chantal de juillet 2013 avaient fortement endommagé le potentiel de production responsable du recul des exportations de banane en 2013. De plus, les conditions plus sèches au cours du premier semestre ont permis de limiter les attaques de la cercosporiose sur les cultures.

Expéditions de banane en cumul à fin septembre (en tonnes)



Source : CIRAD

Finances publiques locales : poids important du « bloc communal »

Le [rapport de la Cour des comptes 2014 consacré aux finances publiques locales](#) montre le poids important des administrations publiques locales dans les dépenses totales et dans la dette totale des administrations publiques. La Cour observe que les finances publiques locales ont évolué défavorablement en 2013 à l'échelle nationale. Les collectivités devant contribuer à l'effort national de redressement des comptes publics, le rapport fait 15 recommandations pour la maîtrise des finances publiques locales.

Le bloc communal comprend les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). En 2013, il connaît une situation financière encore fragile en Martinique.

Il représente près de 0,9 milliard d'euros de dépenses annuelles (0,7 milliard d'euros pour les dépenses réelles de fonctionnement et 0,2 milliard d'euros pour les dépenses d'investissement). Son endettement approche 0,5 milliard d'euros (autant que la future collectivité unique) et sa capacité d'autofinancement nette seulement 1 million d'euros (pour des remboursements d'emprunts de l'ordre d'une quarantaine de millions d'euros).

Comptes administratifs simplifiés 2013 (en millions d'euros)	Communes	EPCI	Bloc communal
Recettes réelles de fonctionnement	542	172	714
Dépenses réelles de fonctionnement	536	158	694
Capacité d'autofinancement	30	15	45
Recettes d'investissement	135	39	174
Dépenses d'investissement	146	46	192
Besoin de financement	11	5	16
Encours des dettes	435	83	518
Emprunts souscrits	39	11	50
Remboursement en capital des emprunts	37	7	44
Capacité d'autofinancement nette	-7	8	1
Fonds de roulement en fin d'exercice	35	17	52

Source : DGFIP, DRFIP Martinique

Tourisme : note sur l'hôtellerie dans les DROM

Dans sa dernière étude sur [l'industrie hôtelière française en 2014](#), la société KPMG consacre une note spécifique à l'hôtellerie dans les DROM pour l'année 2013.

L'offre hôtelière des DROM est ainsi caractérisée par une perte de lits touristiques et un vieillissement des produits, où seules les enseignes franco-françaises arrivent à se maintenir. La clientèle demeure majoritairement française, malgré les efforts entrepris pour ouvrir ces destinations aux clientèles étrangères.

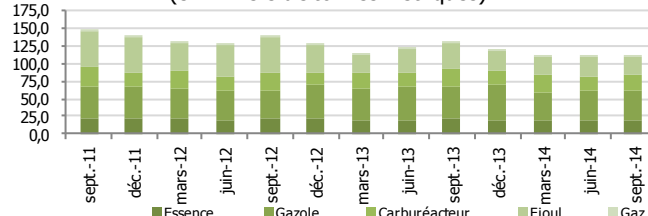
Par ailleurs, la note s'intéresse aux ratios des exploitations hôtelières des Antilles françaises et de La Réunion. Il en ressort que leurs performances commerciales sont comparables à la moyenne nationale, mais que la rentabilité des exploitations est plus faible. Ces résultats modérés peuvent notamment s'expliquer par un coût des ventes élevé, une masse salariale importante et le caractère trop saisonnier de l'activité.

Hydrocarbures : légère baisse de la consommation au 3^e trimestre

Au 3^e trimestre 2014, les volumes d'hydrocarbures mis à la consommation sur le marché martiniquais s'élèvent globalement à 111 312 tonnes (soit -0,5 % sur le trimestre et -15,5 % sur un an).

La consommation de fioul, qui représente 21,8 % des hydrocarbures mis à la consommation locale, contribue le plus à la baisse sur le trimestre (-3,1 points). De même, ces ventes de fioul, qui concernent principalement les entreprises, contribuent le plus au recul de la consommation sur un an (-10,1 points).

Hydrocarbures mis à la consommation (en milliers de tonnes métriques)



Source : SARA

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce mondial de la banane : accord entre Chiquita et Cutrale & Sarf

La fusion du groupe américain Chiquita Brands International avec le groupe irlandais Fyffes, annoncée en fin d'année 2013 pour la fin d'année 2014, a échoué au profit d'un rachat de Chiquita par les brésiliens Cutrale Group et Sarf Group pour 1,3 milliard de dollars, dette comprise. D'après le communiqué des deux parties, Chiquita deviendrait une filiale à part entière de Cutrale-Safra après l'opération.

Avec ce rachat, les deux acteurs brésiliens cherchent avant tout à se diversifier. Safra est un fonds d'investissement et Cutrale est spécialisé dans la production de fruits et de jus d'orange. Le géant américain de la banane Chiquita, anciennement dénommé United Fruit Company, est par ailleurs mondialement connu pour avoir inspiré l'expression « république bananière » à l'écrivain William Sydney Porter, en raison des multiples affaires politico-financières dans lesquelles la firme a joué un rôle central.

[D'après la note d'information de la FAO sur le commerce mondial de la banane](#), la part de Chiquita dans le commerce mondial de la banane est passée de 22 % en 2002, à seulement 13 % en 2013. Malgré ce recul, Chiquita et ces compatriotes Dole et Del Monte contrôlent toujours 36,6 % du marché mondial de la banane en 2013.

Coopération : poursuite des négociations pour l'adhésion de la Martinique à l'OECO

Le directeur général de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO), le Dr. Didacus JULES, était en visite le 14 octobre en Martinique en vue de l'adhésion prochaine de celle-ci à l'OECO en qualité de membre associé.

Les chefs d'Etats de l'OECO avaient déjà donné leur accord sur la candidature d'adhésion de la Martinique le 12 juin 2012. Les négociations techniques de l'accord avaient commencées en mars 2013 autour de secteurs de coopération très divers (développement économique, environnement, culture...) et devraient s'achever avec l'adhésion définitive de la Martinique à l'OECO au mois de novembre 2014 à la Dominique.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2014	130,8	-0,6 %	+0,6 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2014	45 970	-0,3 %	-0,9 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2014	20 387	-3,2 %	-5,9 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2014	40 800	+1,9 %	+0,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2014	207,5 131,0	-11,5 % -12,1 %	+22,0 % +0,9 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2014	55,4 16,8	+29,5 % -13,5 %	+128,8 % +23,5 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers	- septembre 2014	26,7 % 12,9 %		-1,6 pt -1,4 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- septembre 2014	45,6	-12,5 %	+2,8 %
		- cumul annuel	420,4		+4,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- octobre 2014	16 121	-0,8 %	-7,9 %
	Retraits de cartes bancaires	- octobre 2014	4 791	-0,1 %	-0,5 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2014	83 764	-50,9 %	-8,2 %
		- cumul annuel	1 268 712		+1,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2014	0		
		- cumul annuel	137 675		+87,6 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2014	17 184	+23,4 %	+27,1 %
		- cumul annuel	138 600		+7,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2014	947	-8,2 %	-0,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2014	172	+16,2 %	-6,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 119	-5,2 %	-1,7 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1770%	0,1010%	0,1970%	0,0820%	0,0100%	0,0860%	0,1890%	0,3400%

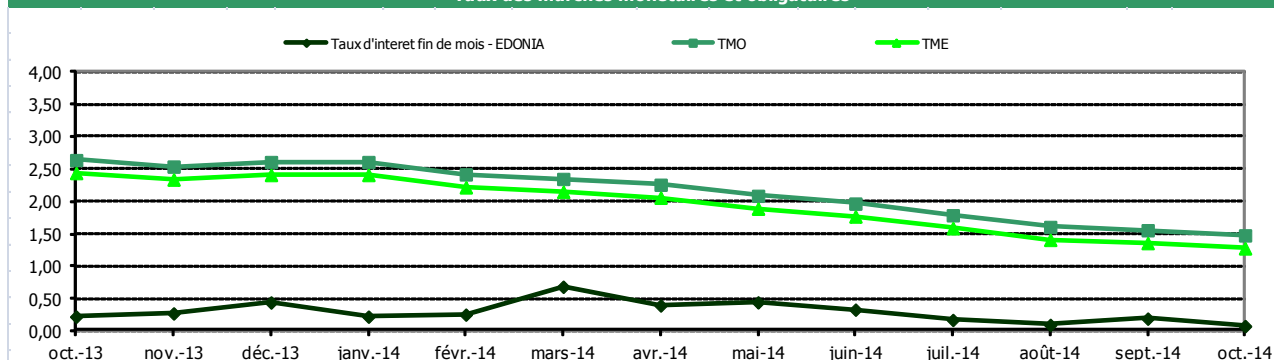
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
1,59%	1,41%	1,36%	1,28%	1,79%	1,61%	1,56%	1,48%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

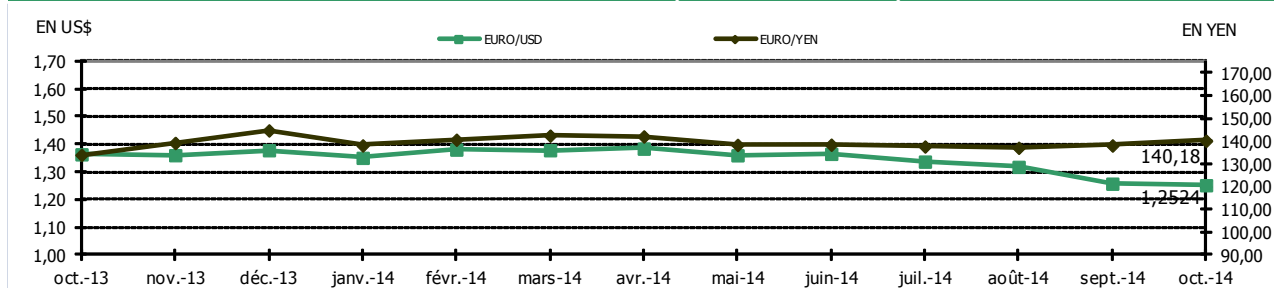
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2524	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,7517	EURO/SRD (Surinam)	4,1323
EURO/JPY (Japon)	140,1800	EURO/BWP (Botswana)	11,5039	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,242
EURO/CAD (Canada)	1,4120	EURO/SCR (Seychelles)	17,7806	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,3159
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7843	EURO/MUR (Maurice)	39,294	EURO/BBD (La Barbade)	2,5055
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	3,0714	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,9446
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7125	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,879	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3388,622	EURO/XCD (Dominique)	3,3809	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	